

La Vie Internationale

Les Lendemain du Pacte

Comme on s'y attendait, la signature du Pacte atlantique a été suivie immédiatement d'un accord des trois occupants sur le statut de l'Allemagne. Dans l'ensemble, aussi bien en Allemagne même qu'en France, la fin du provisoire et ses controverses interminables entre alliés a été accueillie avec soulagement. Les Allemands y voient un premier pas vers la conquête de leur souveraineté, bien qu'elle soit encore fort restreinte, et une promesse d'intégration de l'Allemagne dans la communauté occidentale. Les Français apprécient que leur droit de veto a été reconnu dans les trois questions essentielles qui leur tiennent justement à cœur : la démilitarisation de l'Allemagne, le contrôle du potentiel de la Ruhr et de la répartition des réparations. Pour le reste la France a dû céder aux désirs américains : le fédéralisme germanique ne sera pas aussi fâché que nous l'aurions souhaité et les pouvoirs du Gouvernement central un peu trop étendus. Il est visible qu'à l'usage ils le seront davantage. Il eût été toutefois déraisonnable d'exiger, dans l'époque présente que se reconstituent au cœur de l'Europe une poussière d'états quasi indépendants. Une telle solution ne serait pas durable. La pression des nécessités politiques et surtout économiques aurait ramené tôt au tard le Reich à l'unité. Il est sans doute préférable que cette unification ne se fasse pas par la force des allemands eux-mêmes.

Si la constitution qui s'élabore si péniblement à Bonn tient suffisamment compte des droits des laender, on peut espérer que l'Allemagne se trouvera bien d'un certain fédéralisme et que les états particuliers s'emploieront à le préserver. A tout prendre, la solution qui vient d'intervenir n'est pas définitive. On prévoit qu'elle sera révisable dans dix-huit mois.

Qu'en pensent les Allemands ?

En dehors des communistes qui parlent du régime colonial appliqué à l'Allemagne, l'opposition au statut vient des socialistes qui ne veulent pas entendre parler de fédéralisme, exigent un gouvernement central puissant et la nationalisation des industries de la Ruhr.

Dans l'ensemble les allemands sont plus satisfaits qu'ils ne le disent. D'abord parce qu'ils ont le goût des règlements bien définis et sentent, qu'à défaut de droits souverains ils sont sortis du règne du bon plaisir. Ensuite, ils sont satisfaits d'avoir enfin certaines activités ou ils ne seront plus contrôlés par les

puissances occupantes en particulier, la presse et l'édition. Enfin ils apprécient l'espoir qui leur est offert d'une amélioration progressive du statut. Ce qui par contre les affecte le plus c'est de n'avoir pas de représentation à l'étranger, signe essentiel d'un état libre.

En fait le problème allemand est pour le moment et pour longtemps encore, un problème secondaire. L'essentiel, et M. Schuman l'a bien compris, est de conserver inscrit, le droit de s'opposer à une résurrection de la puissance militaire allemande et de se garantir contre les faiblesses toujours possibles des autorités américaines, si, un jour le problème essentiel, le conflit avec la Russie soviétique était de façon ou d'autre résolu.

C'est au-delà de cette échéance, qui ne saurait être très loin taine, qu'il faut voir. Le danger Russe disparu, il ne faut pas que l'Allemagne retrouve sa prépondérance dans la nouvelle Europe libérée. Et c'est à ce moment là qu'il faut craindre que les Etats-Unis, libres de soucis militaires, ne se désintéressent du sort de l'Europe et rentrés chez eux ne voient l'Allemagne d'un œil trop confiant. Il faudra alors, mais alors seulement, que la France conserve des droits suffisants pour que sa vigilance s'exerce efficacement.

La marche des événements.

Le pacte atlantique et l'accord de principe sur le statut d'occupation ont fait dans le monde grande impression : celle d'une détermination puissante en face de l'impérialisme soviétique. L'énorme budget militaire américain qui vient d'être voté par le Sénat, le prêt-bail pour l'armement des pays européens, tout cela s'impose comme une machine en marche contre laquelle tout ne pourra que se briser.

Les Russes ne s'y sont pas trompés et on devine qu'ils hésitent devant la conduite à tenir.

L'orientation de Moscou.

Le blocus de Berlin sera-t-il levé ? Il n'est pas pour l'U.R.S.S. qu'une gêne ; son intérêt serait de négocier la levée du blocus contre l'autre blocus que les Alliés ont dressé en Allemagne, devant la zone soviétique d'occupation et qui réduit l'industrie de cette région à l'impuissance et au chômage. S'engager dans des négociations, comme les américains les y invitent, serait évidemment pour les Russes un aveu de défaite et une perte de prestige.

16 Avril 1949

Mais dans l'état présent de désordre et de faiblesse économique où se trouve l'Allemagne de l'Est et les pays satellites de l'U.R.S.S., ce serait une mesure de sagesse et d'opportunité dont les maîtres du Kremlin ne sont pas incapables. Ils sentent bien en effet, que s'ils ne font pas le premier pas, la guerre deviendra inévitable et qu'elle sera pour eux un désastre.

Perspective.

On n'a pas de peine à imaginer ce qui va se passer dans un avenir plus ou moins proche. Etant donné l'état d'esprit qui règne en Allemagne orientale et surtout en Tchécoslovaquie où 90 %, maintenant, de la population est contre le régime de Gottwald et de Zaretski, les Etats-Unis pourront au moment voulu donner à Prague le signe de la révolte. Le gouvernement communiste sera balayé. Pour sauver leurs créatures, les Soviétiques seront contraints d'entrer armes à la main. Mais les Etats-Unis s'y opposeront. Ce sera un véritable ultimatum. Et devant l'effort victorieux des Tchèques pour leur libération l'opinion du monde soutiendra les américains. Alors, si les Russes reculent, les autres satellites, les uns après les autres se soulèveront et s'en sera fait du glacis édifié par les Russes en Europe.

Pour éviter un effondrement de ce genre, on s'attend à Washington à une démarche soviétique en vue d'un règlement, tout au moins du problème de Berlin. Reste à savoir si les exigences américaines ne dépasseront pas les concessions que les Russes se disposeraient à faire. Nous serions surpris s'ils n'essayaient pas quelque chose. Staline n'est pas Hitler. Il n'a pas le goût du suicide.

CRITON.